

Gros coup de mou dans le béton municipal

INVITÉ de l'Association des maires de France, Sarkozy a promis, le 27 novembre, de voler au secours des collectivités locales victimes de la crise. Mais les élus asphyxiés par la baisse de leurs ressources ne semblent guère convaincus et taillent déjà dans les budgets. En 2009, les dépenses d'investissement des conseils généraux devraient ainsi passer de 14 à 9 milliards.

A Toulouse, le maire socialiste Pierre Cohen vient d'annoncer qu'il était contraint d'ajourner le prolongement d'une ligne de métro et le réaménagement des quais afin d'économiser 657 millions. L'organisme qui gère les transports en commun croule sous le poids d'une dette de 1,4 milliard (« Les Echos », 26/11). Et la crise n'arrange rien.

Gratte-ciel par terre

A Marseille, le gigantesque chantier Euroméditerranée, qui doit revitaliser le quartier du port de commerce, est trop avancé pour être remis en cause. En revanche, c'est ceinture pour les transports en commun : les investissements pourraient être divisés par deux, et la construction de nouvelles lignes de tramway n'est plus d'actualité.

Dans les Hauts-de-Seine, le quartier de la Défense se préparait à accueillir, comme l'avait ordonné Sarkozy, une douzaine de gratte-ciel supplémentaires. Aujourd'hui, la plupart des projets sont gelés ou retardés, à commencer par la tour Signal, censée rivaliser avec la tour Eiffel.

La situation est pire en Seine-Saint-Denis. Avec une dette de 800 millions, composée à 96 % d'emprunts « toxiques », le conseil général n'a plus aucune autonomie financière.

Dans la capitale, Delanoë, à peine remis des plaies et des



bosses du congrès de Reims, se retrouve piégé par ses ambitions parisiennes. Au printemps dernier, le maire avait pris la pose du bâtisseur : une demi-douzaine de gratte-ciel allaient pousser aux portes de la capitale, des quartiers nouveaux devaient voir le jour et les grues se multiplier aux Halles.

Pour financer le tout, la Ville comptait sur les investisseurs privés et sur la taxe versée par les acheteurs de biens immobiliers, qui a rapporté 940 millions en 2007. Mais la crise est passée par là : les bétonneurs sont aux abonnés absents, et les ressources municipales risquent de fondre de plusieurs centaines de millions. L'augmentation des impôts locaux (9 % en 2008 et autant en 2009) ne suffisant pas à compenser ce manque à gagner, la municipalité va devoir réduire la voilure.

Ainsi, la forêt de gratte-ciel se résumera sans doute à la seule

tour Triangle annoncée porte de Versailles. Et encore, le sort de cette rescapée dépend du bon vouloir de la société Unibail.

Aux Halles, Delanoë est à la merci du même constructeur pour pouvoir remodeler le site à sa guise. Unibail, qui a bâti le Forum dans les années 70 et loue les lieux à la Ville, était supposé financer une partie de ce chantier de 500 millions en rachetant à prix d'or les murs des commerces qui appartiennent toujours à la Mairie.

Mais Unibail n'a aucune raison de se montrer plus généreux : son bail court jusqu'en 2055, avec un loyer ridicule de 20 euros le mètre carré par an. Ce cadeau avait été négocié en 1976, en échange de la construction du Forum, qui n'avait alors rien coûté à la Ville. Impossible, également, d'appeler à l'aide un autre gentil capitaliste : la crise économique a fait fuir les autres bétonneurs.

Prise à la gorge, la Mairie envisage d'abandonner carrément le projet ou de se passer d'Unibail. Cette dernière solution s'annonce périlleuse : la Ville doit d'abord trouver un autre moyen de financer son chantier fétiche, puis commencer les travaux au beau milieu des commerces du Forum sans l'accord d'Unibail. Riposte du promoteur : il menace d'entamer une guérilla juridique et de retarder de dix à quinze ans un chantier que Delanoë avait juré de commencer dès 2009.

Et c'était une promesse en béton...

Hervé Liffra